

12/2023 - 23 janvier 2023

Troisième trimestre 2022

La dette publique en baisse à 93,0% du PIB dans la zone euro

En baisse à 85,1% du PIB dans l'UE

À la fin du troisième trimestre 2022, le ratio de la dette brute des administrations publiques par rapport au PIB dans la **zone euro** s'est établi à 93,0% contre 94,2% à la fin du deuxième trimestre 2022. Dans l'**UE**, le ratio a également diminué, passant de 86,4% à 85,1%. Tant pour la **zone euro (ZE19)** que pour l'**UE**, la baisse dans le ratio de la dette publique par rapport au PIB est due à la croissance du PIB qui prévaut sur l'augmentation de la dette publique en termes absolus. Par rapport au troisième trimestre 2021, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a également diminué tant dans la **zone euro** (de 97,3% à 93,0%) que dans l'**UE** (de 89,7% à 85,1%).

À la fin du troisième trimestre 2022, les titres de créances représentaient 82,5% de la dette des administrations publiques de la **zone euro** et 81,9% de celle de l'**UE**. Les crédits constituaient respectivement 14,4% et 15,0%, et le numéraire et les dépôts 3,1% de la dette publique de la **zone euro** et de l'**UE**. En raison de l'implication des gouvernements de l'UE dans les prêts accordés à certains États membres, des données trimestrielles sur les prêts intergouvernementaux sont également publiées. À la fin du troisième trimestre 2022, la part des prêts intergouvernementaux en pourcentage du PIB représentait 1,7% dans la **zone euro** et 1,4% dans l'**UE**.

Ces chiffres sont publiés par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**.

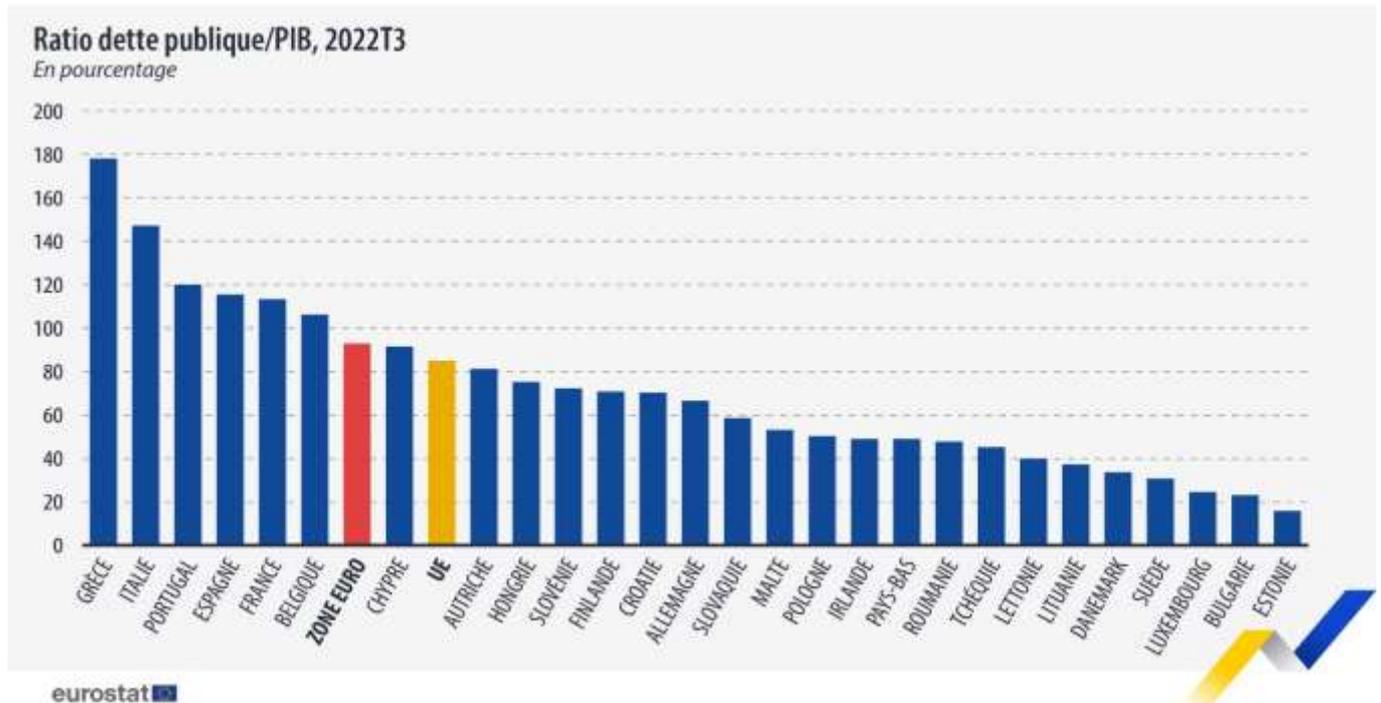
		2021T3	2022T2 ^p	2022T3 ^p
Zone euro 19				
Dette brute des administrations publiques		(millions euros) 11 750 308	12 103 279	12 152 371
		(% du PIB) 97,3	94,2	93,0
dont:	Numéraire et dépôts	(millions euros) 363 821	379 501	380 747
		(% de la dette totale) 3,1	3,1	3,1
	Titres de créances	(millions euros) 9 710 426	10 012 680	10 025 359
		(% de la dette totale) 82,6	82,7	82,5
	Crédits	(millions euros) 1 676 061	1 711 097	1 746 266
		(% de la dette totale) 14,3	14,1	14,4
Memo: prêts intergouvernementaux		(millions euros) 225 463	223 459	222 791
		(% du PIB) 1,9	1,7	1,7
Zone euro 20				
Dette brute des administrations publiques		(millions euros) 11 796 440	12 148 936	12 198 121
		(% du PIB) 97,2	94,1	92,9
dont:	Numéraire et dépôts	(millions euros) 363 869	379 548	380 795
		(% de la dette totale) 3,1	3,1	3,1
	Titres de créances	(millions euros) 9 742 608	10 044 581	10 057 512
		(% de la dette totale) 82,6	82,7	82,5
	Crédits	(millions euros) 1 689 964	1 724 805	1 759 815
		(% de la dette totale) 14,3	14,2	14,4
Memo: prêts intergouvernementaux		(millions euros) 225 463	223 459	222 791
		(% du PIB) 1,9	1,7	1,7
UE				
Dette brute des administrations publiques		(millions euros) 12 762 163	13 121 765	13 180 283
		(% du PIB) 89,7	86,4	85,1
dont:	Numéraire et dépôts	(millions euros) 384 275	402 990	408 600
		(% de la dette totale) 3,0	3,1	3,1
	Titres de créances	(millions euros) 10 505 095	10 791 591	10 799 552
		(% de la dette totale) 82,3	82,2	81,9
	Crédits	(millions euros) 1 872 794	1 927 182	1 972 133
		(% de la dette totale) 14,7	14,7	15,0
Memo: prêts intergouvernementaux		(millions euros) 225 463	223 459	222 791
		(% du PIB) 1,6	1,5	1,4

p données provisoires

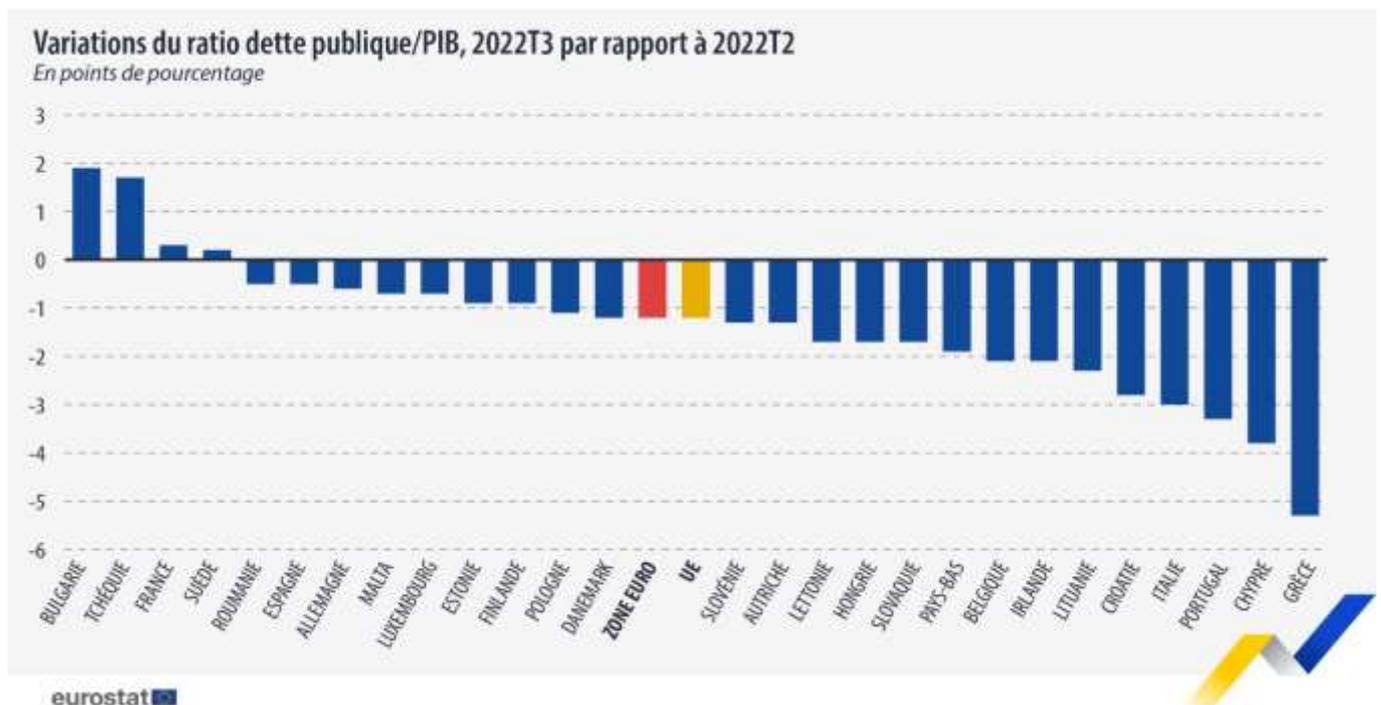
Possibles écarts dus aux arrondis

Dette publique par État membre à la fin du troisième trimestre 2022

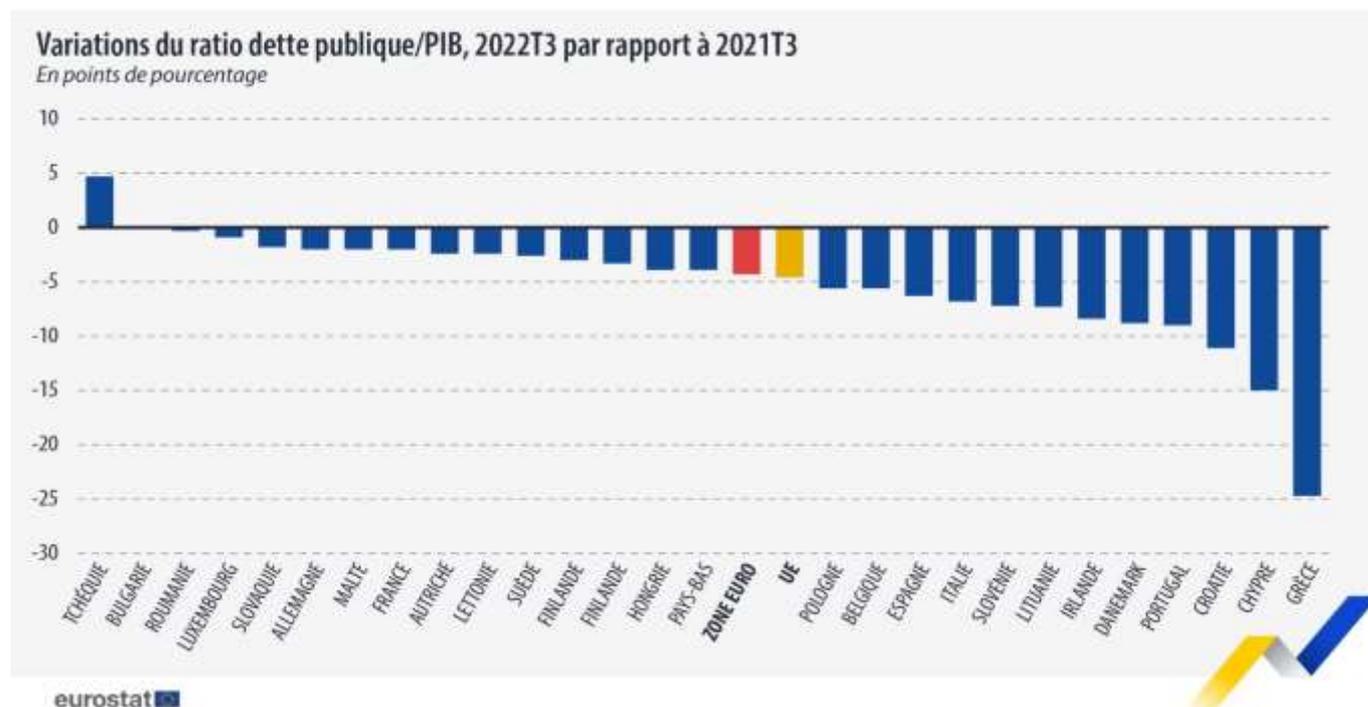
Les ratios les plus élevés de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2022 ont été enregistrés en **Grèce** (178,2%), en **Italie** (147,3%), au **Portugal** (120,1%), en **Espagne** (115,6%), en **France** (113,4%) et en **Belgique** (106,3%), et les plus faibles en **Estonie** (15,8%), en **Bulgarie** (23,1%) et au **Luxembourg** (24,6%).



Par rapport au deuxième trimestre 2022, quatre États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2022 et vingt-trois autres ont affiché une baisse. Des hausses du ratio ont été observées en **Bulgarie** (+1,9 points de pourcentage – pp), en **Tchéquie** (+1,7 pp), en **France** (+0,3 pp) et en **Suède** (+0,2 pp), tandis que les baisses les plus fortes ont été enregistrées en **Grèce** (-5,3 pp), à **Chypre** (-3,8 pp), au **Portugal** (-3,3 pp), en **Italie** (-3,0 pp) et en **Croatie** (-2,8 pp).



Par rapport au troisième trimestre 2021, un État membre a enregistré une hausse et vingt-six États membres ont enregistré une baisse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du troisième trimestre 2022. La seule hausse a été observée en **Tchéquie** (+4,7 pp), tandis que les diminutions les plus fortes ont été enregistrées en **Grèce** (-24,7 pp), à **Chypre** (-15,0 pp), en **Croatie** (-11,1 pp), au **Portugal** (-9,0 pp), au **Danemark** (-8,8 pp), en **Irlande** (-8,4 pp), en **Lituanie** (-7,3 pp) et en **Slovénie** (-7,2 pp).



Informations géographiques

Jusqu'au 31 décembre 2022, la **zone euro (ZE19)** comprenait la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie et la Finlande. À compter du 1^{er} janvier 2023, la **zone euro (ZE20)** inclut également la Croatie.

L'**Union européenne (UE27)** comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Finlande et la Suède.

Les séries de données agrégées commentées dans ce communiqué de presse se réfèrent à la composition officielle de la zone euro à la fin du trimestre le plus récent pour lequel les données sont disponibles. Ainsi, dans les communiqués de presse comportant des données jusqu'au quatrième trimestre 2022, les commentaires portent sur les séries ZE19, tandis que dans les communiqués incluant des données à compter du premier trimestre 2023, les commentaires porteront sur les séries ZE20.

Méthodes et définitions

Les données trimestrielles sur la dette publique sont collectées par les États membres, conformément au système européen des comptes nationaux (SEC 2010) - voir annexe B, programme de transmission SEC 2010 - et se réfèrent à la définition de la dette Maastricht utilisée dans le cadre de la procédure de déficit excessif (PDE). Les données annuelles relatives à la PDE, prochaine publication en avril 2023, sont l'objet d'une vérification approfondie de la part d'Eurostat.

La **dette des administrations publiques** est définie comme la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en cours à la fin du trimestre (à la valeur faciale). La dette des administrations publiques se compose du passif des administrations publiques pour les catégories suivantes: numéraire et dépôts (AF.2), titres de créances (AF.3) et crédits (AF.4), tels que définis dans le SEC 2010.

Pour chaque trimestre, le **ratio de la dette publique par rapport au PIB** est calculé en utilisant la somme des PIB des quatre derniers trimestres. Les données trimestrielles sur le PIB sont les plus récentes fournies par les États membres de l'UE. Alors que les données trimestrielles de la dette sont cohérentes avec les données annuelles dans les publications coïncidentes, des différences se produisent entre les données trimestrielles et annuelles dans les publications non coïncidentes. Des différences se produisent également entre les données trimestrielles et annuelles du PIB.

Afin de consolider de façon appropriée la dette publique et pour fournir ces informations aux utilisateurs, Eurostat publie des données sur les **prêts accordés par les administrations publiques entre elles**. Les concepts et définitions sont basés sur le SEC 2010 et sur les règles relatives aux statistiques de la PDE. Les données concernent les stocks de prêts relatifs à des créances sur d'autres États membres de l'UE, y compris les prêts accordés par le biais du Fonds européen de stabilité financière (FESF). La valorisation est le stock de prêts à la valeur faciale en cours à la fin de chaque trimestre. Depuis le premier trimestre 2011, les chiffres des prêts intergouvernementaux se rapportent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal. Ils comprennent les prêts accordés par le FESF.

Pour les données d'encours, telles que la dette publique, les taux de change en fin de période sont utilisés pour la compilation des agrégats UE. Pour les données de flux, comme le PIB, les taux de change moyens sont utilisés. L'agrégat UE, libellé en euros, est susceptible de fluctuer en raison des mouvements de taux de change entre l'euro et les autres devises de l'UE.

Toutes les données des statistiques trimestrielles de finances publiques pour les trois premiers trimestres 2022 ont été qualifiées de provisoires, dans la mesure où il y a une forte probabilité qu'elles soient révisées.

Plus d'informations

Article « [Statistics Explained](#) » d'Eurostat sur les comptes trimestriels des administrations publiques

[Base de données](#) d'Eurostat sur les données trimestrielles de la dette publique des États membres

[Décision d'Eurostat concernant la Facilité Européenne de Stabilisation Financière \(FESF\)](#)

Des données supplémentaires sont disponibles dans la « [Présentation des statistiques intégrées des finances publiques](#) »

SEC 2010: [Règlement \(UE\) 549/2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union Européenne](#)

Dernier [communiqué de presse](#) sur la dette et le déficit publics

Eurostat, [Dashboard Euro-Indicateurs](#)

[Calendrier de diffusion](#) des €-indicateurs d'Eurostat

[Code de bonnes pratiques](#) de la statistique Européenne

Service de presse d'Eurostat

María Guadalupe MORENO CABANILLAS

Tél: +352-4301-33 408

eurostat.presseoffice@ec.europa.eu

Plus d'informations sur les données

Mihail ANDREEV

Kornelia BEZHANOVA

Monika GAPINSKA

Yordan YORDANOV

Leonor ZUBIMENDI TORAN

Laura WAHRIG

Tél: +352-4301-37 687

estat-gov-debt@ec.europa.eu

 **Demandes média:** eurostat-mediasupport@ec.europa.eu / Tel: +352-4301-33 408

 [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)  [@EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)  [@EU_Eurostat](https://www.instagram.com/EU_Eurostat)  [@Eurostat](https://www.linkedin.com/company/Eurostat)  ec.europa.eu/eurostat

Dettes des administrations publiques par État membre

		Dettes brutes des administrations publiques								Composantes de la dette publique, en % du PIB			Prêts intergouvernementaux
		Millions de monnaie nationale			% du PIB			Variation en pp du PIB, 2022T3 ^p par rapport à:		Numéraire et dépôts	Titres de créances	Prêts	% du PIB
		2021T3	2022T2 ^p	2022T3 ^p	2021T3	2022T2 ^p	2022T3 ^p	2021T3	2022T2 ^p	2022T3 ^p	2022T3 ^p	2022T3 ^p	2022T3 ^p
Zone euro 19	EUR	11 750 308	12 103 279	12 152 371	97,3	94,2	93,0	-4,3	-1,2	2,9	76,7	13,4	1,7
Zone euro 20	EUR	11 796 440	12 148 936	12 198 121	97,2	94,1	92,9	-4,3	-1,2	2,9	76,6	13,4	1,7
UE	EUR	12 762 163	13 121 765	13 180 283	89,7	86,4	85,1	-4,6	-1,2	2,6	69,7	12,7	1,4
Belgique	EUR	548 189	573 668	575 009	111,9	108,3	106,3	-5,6	-2,1	0,3	89,5	16,5	1,5
Bulgarie	BGN	30 950	32 157	36 591	23,3	21,3	23,1	-0,1	1,9	-	18,7	4,4	0,0
Tchéquie	CZK	2 433 842	2 794 976	2 982 489	40,4	43,5	45,2	4,7	1,7	0,2	39,7	5,2	0,0
Danemark	DKK	960 636	845 856	840 039	39,5	31,8	30,7	-8,8	-1,2	0,8	23,3	6,6	0,0
Allemagne	EUR	2 430 788	2 514 916	2 527 294	68,6	67,2	66,6	-2,0	-0,6	0,6	51,3	14,7	1,7
Estonie	EUR	5 754	5 702	5 585	19,2	16,7	15,8	-3,3	-0,9	0,3	5,5	10,0	1,3
Irlande	EUR	236 304	236 603	236 142	57,4	51,2	49,0	-8,4	-2,1	5,4	33,5	10,2	0,1
Grèce	EUR	357 369	359 110	357 431	202,9	183,5	178,2	-24,7	-5,3	3,7	42,4	132,1	0,0
Espagne	EUR	1 432 341	1 475 368	1 503 799	121,9	116,1	115,6	-6,3	-0,5	0,4	100,8	14,3	2,2
France	EUR	2 840 922	2 916 834	2 956 801	115,4	113,1	113,4	-2,0	0,3	1,9	100,1	11,4	1,9
Croatie	EUR*	45 856	45 636	45 689	81,5	73,2	70,4	-11,1	-2,8	0,1	49,5	20,8	0,0
Italie	EUR	2 707 228	2 768 877	2 743 111	154,2	150,4	147,3	-6,8	-3,0	12,0	121,8	13,5	2,3
Chypre	EUR	24 821	24 181	24 003	106,5	95,3	91,6	-15,0	-3,8	0,6	58,0	33,0	1,2
Lettonie	EUR	13 791	15 147	15 085	42,3	41,6	39,9	-2,4	-1,7	0,7	33,5	5,7	0,0
Lituanie	EUR	24 160	24 225	24 036	44,6	39,6	37,3	-7,3	-2,3	0,0	30,2	7,1	0,0
Luxembourg	EUR	17 809	19 313	19 213	25,5	25,3	24,6	-0,9	-0,7	0,4	20,1	4,0	0,8
Hongrie	HUF	42 082 267	46 257 228	47 883 674	79,1	77,0	75,3	-3,9	-1,7	0,6	64,6	10,1	0,0
Malte	EUR	7 976	8 599	8 738	55,2	53,9	53,2	-2,0	-0,7	2,9	45,1	5,2	1,3
Pays-Bas	EUR	442 903	457 624	450 573	52,8	50,8	49,0	-3,9	-1,9	0,4	40,8	7,8	1,5
Autriche	EUR	333 103	354 609	355 612	83,6	82,6	81,3	-2,4	-1,3	0,4	70,7	10,2	1,5
Pologne	PLN	1 418 823	1 453 473	1 479 293	55,9	51,5	50,3	-5,6	-1,1	0,3	37,9	12,1	0,0
Portugal	EUR	271 540	280 611	279 873	129,1	123,4	120,1	-9,0	-3,3	15,5	74,3	30,4	0,4
Roumanie	RON	556 453	621 886	647 740	48,1	48,3	47,8	-0,3	-0,5	1,0	39,5	7,3	0,0
Slovénie	EUR	40 141	41 053	41 753	79,5	73,5	72,3	-7,2	-1,3	0,4	62,7	9,3	1,9
Slovaquie	EUR	58 717	62 018	61 677	60,4	60,3	58,6	-1,8	-1,7	0,4	50,3	7,9	1,8
Finlande	EUR	181 899	188 265	189 411	73,8	71,7	70,8	-3,0	-0,9	0,5	51,8	18,6	1,6
Suède	SEK	1 920 098	1 905 716	1 957 460	36,2	33,4	33,6	-2,6	0,2	3,5	18,5	11,6	0,0
Norvège	NOK	1 418 788	1 742 663	1 908 930	36,7	35,1	34,9	-1,8	-0,2	-	13,0	21,9	-

p Données provisoires - Ne s'applique pas Possibles écarts dues aux arrondis * euro-fixe pour les périodes allant jusqu'au quatrième trimestre 2022, c.à.d. HRK divisé par le taux de change irrévocable.
Données sources: gov_10q_ggdebt